

Commission Démographie et Questions Sociales

Programme de travail 2017

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION – DÉPARTEMENT DES ÉTUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES.....	2
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR - DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTRANGERS EN FRANCE - DÉPARTEMENT DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION.....	5
INSTITUT NATIONAL DES ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES – INED.....	8
INSEE (DSDS) - UNITÉ DES ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....	11
INSEE (DSDS) - DÉPARTEMENT DES RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES... 	14
INSEE (DSDS) - DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE.....	19
ELIPSS.....	20
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ET DE L'ÉNERGIE - SERVICE DE L'OBSERVATION ET DES STATISTIQUES.....	30
MINISTÈRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS - DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE - SERVICE À COMPÉTENCE NATIONALE INJEP - MISSION DES ÉTUDES, DE L'OBSERVATION ET DES STATISTIQUES.....	37
INSEE (DSDS) - UNITÉ DES PRIX À LA CONSOMMATION ET DES ENQUÊTES MÉNAGES.....	40

**Ministère de la Culture et de la Communication –
Département des études, de la prospective et des statistiques**

1. Exposé de synthèse

Le Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS) réalise, pour l'ensemble du ministère, les études, recherches et analyses statistiques en socio-économie de la culture et des médias. Il met son expertise au service des directions générales, conduit et réalise les études nécessaires au pilotage des politiques du ministère en liaison avec elles. Il conduit et réalise des études et des recherches destinées à la prospective de la politique culturelle.

Les productions d'études et de statistiques du DEPS reposent à la fois :

1°) sur les travaux répétitifs (poursuivis d'année en année) : exploitations de fichiers issus d'enquêtes de l'Insee ou de fichiers statistiques produits par les professionnels (emploi, revenus, conjoncture) ; copilotage ou cogestion d'enquêtes annuelles (enseignement supérieur culturel, enquêtes sectorielles annuelles (ESA) des entreprises du spectacle vivant) ou pluriannuelles (dépenses culturelles, pratiques culturelles) ; production de statistiques sur l'ensemble du champ de la culture et publication de l'annuaire "Chiffres clés" ; appui méthodologique auprès des directions sectorielles ou des DRAC ;

2°) sur les travaux nouveaux liés aux enjeux du ministère et au positionnement du DEPS en tant que service d'études transversales au sein du ministère : enquêtes ponctuelles, réponse à des demandes d'informations sur des thèmes spécifiques, financement d'études et de recherches sur des thèmes économiques ou sociologiques liés à la culture (modèles économiques des entreprises des secteurs culturels, sociologie de la culture).

En 2017, le programme statistique du DEPS sera dominé par la conception de la 6^e édition de l'enquête sur les pratiques culturelles des Français. Cette enquête, reconduite tous les 10 ans, est un dispositif incontournable et structurant dans le champ culturel. Cette 6^e édition devra réussir à prendre en compte les nouveaux usages numériques de la culture : en particulier il faudra réussir à développer des questions sur les contenus là où les éditions précédentes de l'enquête approchaient les pratiques par les médias (aller au musée, lire un livre, aller au cinéma, etc.). Parmi les dispositifs envisagés, une approche multimode (enquête face à face traditionnelle, modules web et/ou panel d'utilisateurs) pourra être développée.

Parallèlement à l'enquête sur les pratiques culturelles des Français, le thème des conditions d'existence et de pérennité de l'offre culturelle est l'un des axes principaux du programme de travail du DEPS pour 2017. En particulier, cela implique de mieux mesurer le financement de la culture et d'analyser les conditions de vie et de rémunération des professionnels de la culture.

1. Le financement de la culture par les acteurs privés est actuellement méconnu, que ce soit le mécénat des entreprises ou des particuliers. Le DEPS n'ayant pas les moyens de conduire des enquêtes de grande ampleur auprès des entreprises ou des ménages, l'exploitation des données administratives et fiscales existantes sera développée et des contacts avec le système statistique public seront pris pour y développer la question du mécénat, thème qui ne concerne pas uniquement la culture.
2. Le DEPS réalise déjà de nombreuses études concernant les professionnels de la culture, mais les données concernant le régime intermittents sont encore peu

présentes dans le système statistique public. Le DEPS va donc collaborer avec Pôle Emploi pour élaborer une convention pérenne pour l'accès aux données pertinentes.

2. Travaux nouveaux pour 2017

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Initiées dans les années 1970, et reconduites à intervalles réguliers depuis, les enquêtes sur les pratiques culturelles des Français se sont rapidement imposées comme un dispositif incontournable et structurant dans le champ culturel. Ce dispositif est actuellement le seul en France à même de délivrer une description fine et de long terme de l'évolution des comportements des Français en matière de consommations culturelles et de loisir. Le dispositif est par ailleurs systématiquement cité dans les productions portant sur ce champ. La dernière édition de ces enquêtes date de 2008.

Compte tenu des modifications récentes de l'environnement numérique qui bouleverse en profondeur les usages culturels, sa prochaine réalisation, prévue pour fin 2017-début 2018 et dès à présent en préparation, est confrontée à une double contrainte : garder un protocole et une méthodologie les plus proches possibles de ceux des éditions précédentes pour pouvoir comparer les résultats sur longue période ; mais également, tenir compte de l'émergence du numérique et ne plus aborder les pratiques culturelles uniquement par le média (le musée, le livre, le journal etc.), mais également par le contenu, dans la mesure où les œuvres peuvent désormais être de plus en plus consommées chez soi (même les spectacles, les expositions), et sans supports physiques.

La préparation de la future enquête (2017-2018) exige la formation d'un comité de pilotage (constitué de chercheurs et d'agents de l'Insee travaillant dans des domaines connexes) et l'inscription du dispositif dans les protocoles encadrant les enquêtes réalisées au sein du système statistique public.

2.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2017

Le régime intermittent intéresse à bien des égards : laboratoire d'une précarité du travail, assortie de sécurités relativement étendues en termes d'assurance-chômage, faible féminisation, durée des carrières dans le régime relativement courte, retraites peu généreuses... Le DEPS souhaite se doter des moyens pour actualiser les connaissances accumulées sur ce régime et les adapter à un contexte réglementaire, social et économique en constante évolution. Ce projet suppose l'établissement d'une convention pérenne avec Pôle Emploi pour l'accès aux données pertinentes (fichiers « FHS-D3 ») et un investissement humain significatif dans la prise en main de données complexes.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2017

- Exploitation des données de consommation des ménages de la comptabilité nationale
- Mesure des échanges internationaux de biens et services culturels
- Exploitation des données de l'enquête Associations
- Étude longitudinale (depuis 1979) des artistes auteurs affiliés à l'Agessa et la Maison des artistes
- Étude sur l'évolution de l'origine sociale et géographique des professionnels de la culture
- Exploitation des données sur les étudiants de l'enseignement supérieur Culture (origine sociale, insertion...)

- Exploitation de la base GfK : données décrivant les achats de biens culturels (livres, musiques, films et production audiovisuelles) et permettant une étude approfondie de la diversification / concentration de la consommation de ces produits sur la période 2003-2014.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2017

Le DEPS continuera à perfectionner le rapport de l'observatoire de l'égalité femmes-hommes dans la culture et la communication. On y dénombre les femmes aux postes de direction de la sphère culturelle (administration, établissements publics, audiovisuel, etc.), dans les programmations des lieux de spectacle, ainsi que les écarts de rémunérations. En plus de la mise à jour des indicateurs déjà présents, il s'agira de réaliser des zooms sur des secteurs précis à partir de précédentes études du DEPS. De plus, le DEPS pourra exploiter les données de la DGAFP sur les écarts de salaires entre femmes et hommes au sein de chaque échelon des corps les plus importants du ministère de la Culture et de la Communication.

3. Aspects particuliers du programme 2017

3.1 Aspects « Territoires »

L'atlas régional de la culture, dont la première édition est prévue pour la fin de l'année 2016, sera reconduit en 2017.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

Néant

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Panorama des différents dispositifs de chèques et cartes culture.

3.4 Aspects « européens »

Participation aux travaux d'Eurostat sur la culture.

4. Opérations répétitives

Le DEPS continuera à alimenter la base permanente des équipements (BPE) de l'Insee en ce qui concerne les équipements culturels. Cette base statistique fournit le nombre d'équipements par commune, selon quelques caractéristiques de ces équipements (taille des salles de cinéma par exemple).

L'étude annuelle sur le poids économique direct de la culture sera publiée à l'automne 2017, l'édition 2017 des Chiffres Clés de la Culture au printemps 2017.

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Le DEPS ne réalise pas d'enquêtes auprès des entreprises.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR -
Direction générale des étrangers en France -
Département des statistiques, des études et de la documentation**

1. Exposé de synthèse

Le Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED) de la Direction générale des étrangers en France (DGEF) exploite les sources administratives dont la DGEF est propriétaire : titres de séjour, visas et acquisitions de la nationalité française. Ses travaux visent à produire des fichiers statistiques annuels à partir desquels il publie les données annuelles sur les titres de séjour, l'asile, les visas, les retours et les naturalisations, en ligne sur le site internet de la DGEF.

Ces données sont également transmises à Eurostat en application du règlement 862/2007 couvrant le champ des migrations et de la protection internationale.

Le contexte de la crise migratoire sans précédent conduit à donner une priorité particulière à la question des demandeurs d'asile et des réfugiés tout en préservant les investissements nécessaires sur l'ensemble des thématiques couvertes.

Ainsi, en 2017, les évolutions liées à la mise en application de la réforme de l'asile en novembre 2015 et celles induites par la loi de mars 2016 sur le droit des étrangers devront être prises en compte par l'appareil statistique de manière prioritaire.

Le DSED traite également les résultats des enquêtes statistiques avec une approche spécifique des populations immigrées, ou de la deuxième génération quand cela est possible. Il s'agit notamment du RP et de l'EEC. En 2017, les résultats de l'enquête Information et Vie Quotidienne (IVQ) continueront à être exploités sur le champ de la population cible de la DGEF en comparaison avec l'ensemble des résidents.

L'enquête Trajectoire et Origines (TeO) sera également exploitée, ainsi que des sources qui comprennent un nombre suffisant de personnes ou ménages de la population cible.

Le DSED sera associé à la préparation de la réédition de cette enquête, qui constitue une des sources principales dans la connaissance des immigrés et de leurs descendants.

Les trois premières vagues de l'enquête ELIPA ont donné lieu à publication de résultats, présentés notamment dans la ligne éditoriale Infos Migrations. En 2017, les résultats des études menées dans le cadre d'un appel à projet de recherches lancé en 2015 par la DGEF devraient être disponibles. Plusieurs projets retenus s'appuieront sur une exploitation d'ELIPA.

2. Travaux nouveaux pour 2016

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieures à un an

Néant

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2016

1. Les évolutions liées à la réforme de l'asile seront prises en compte de même que celles résultant la loi de mars 2016 sur le droit des étrangers, par

exemple la création d'une nouvelle catégorie de titre de séjour pour les personnes très qualifiées (« passeport talent »).

2. La rénovation du système d'information sur les visas (« France-Visas ») entrera progressivement dans sa phase opérationnelle et devra être prise en compte au plan statistique ; de même, les nouvelles modalités de validation des visas de long séjour valant titre de séjour devront être prises en compte afin de veiller à la continuité des séries statistiques
3. Un système dématérialisé de gestion des autorisations de travail sera conçu en 2017 ce qui devrait permettre d'améliorer la qualité de l'information statistique en ce domaine.

2.3. Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2017

4. Exploitations spécifiques d'ELIPA : le DSED poursuivra les analyses entreprises concernant l'accès au marché de l'emploi et l'évolution des conditions de vie des nouveaux migrants en mobilisant les trois vagues d'ELIPA. Comme en 2017, l'accent pourra être mis sur la meilleure connaissance des réfugiés.
5. Exploitations de sources particulières : IVQ, TeO, EEC. Ces sources combinent une surreprésentation des populations d'intérêt du DSED et l'approfondissement de thèmes au cœur de la politique d'intégration. Parmi ces derniers figurent la maîtrise du français dans le cadre quotidien ainsi que le déclassement.
6. Investissement dans des sources non encore mobilisées : une étude conduite en collaboration avec l'OCDE sur l'intégration des immigrés sur le marché du travail français, dont les résultats seront disponibles en 2016, permettra d'évaluer la pertinence d'utiliser de nouvelles sources telles que les DADS.

2.4. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2016

Néant

3. Aspects particuliers du programme 2016

3.1. Aspects « Territoires »

Appui éventuel à des DR Insee sur leurs projets d'études sur les immigrants.

3.2. Aspects « Environnement et développement durable »

Néant

3.3. Aspects « évaluations des politiques publiques »

7. Un des projets de recherches pilotés par le DSED portera sur l'évaluation économétrique des politiques d'accueil et d'intégration en France ; il s'appuiera sur les données d'ELIPA.

3.4. Aspects « européens »

8. Le point de contact national du réseau européen des migrations (REM) fait partie du DSED. A ce titre il produit chaque année (n) des études (une « longue » et 3 courtes, type « focus study »). Le choix de ces études n'est effectif qu'en octobre (n-1).
9. Le DSED participe activement aux travaux d'harmonisation des données sur la demande d'asile conduits par le Bureau européen d'appui à l'asile en

partenariat avec Eurostat. L'objectif est de suivre l'application de la récente directive sur la politique européenne de l'asile. Le contexte des flux migratoires en Méditerranée induit une grande attente vis-à-vis de ces données.

10. Le DSED participe également aux travaux d'harmonisation sur les statistiques des titres de séjour conduits par Eurostat dans le cadre du « Warsaw meeting » ; en 2017, ils porteront en particulier sur le thème des étudiants.
11. En 2017 se tiendra un forum sur les statistiques des migrations, organisé conjointement par l'ONU et l'OCDE ; le DSED y apportera sa contribution dans le cadre de son partenariat avec la division des migrations de l'OCDE.

4. Opérations répétitives

Voir annexe 3 (pas de modification).

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Ne concerne pas le DSED, aucune sollicitation d'entreprises.

1. Exposé de synthèse

Néant

2. Travaux nouveaux pour 2017

2.1 ELFE : Étude longitudinale française depuis l'enfance

La cohorte Elfe a débuté en 2011 avec l'inclusion de 18 300 nouveau-nés au terme d'une enquête réalisée dans 320 maternités métropolitaines, étalée sur 25 jours de l'année, et proposée aux parturientes sous certains critères (majeures, hors grands prématurés). Une mère sur deux a consenti au suivi de son enfant (et de son éventuel jumeau), à raison d'un entretien annuel jusqu'aux 5 ans de l'enfant, plus espacé ensuite. Aux deux mois de l'enfant, les familles ont été contactées par téléphone, avec un taux de participation de 90%, pour répondre à un questionnaire sur une grande diversité de thèmes sociodémographiques, psychologiques, épidémiologiques et environnementaux. Ces informations collectées directement auprès des familles seront complétées par des données de l'assurance maladie (un décret en conseil d'État a été adopté en 2016). En 2012 et 2013, les enquêtes à 1 et 2 ans ont également été réalisées par téléphone. 6% des familles ont officiellement demandé à sortir de l'étude.

Le stockage des données et leur mise à disposition sur une plate-forme d'accès satisfont à de strictes garanties d'anonymat des familles.

En 2014-2015, aux 3 ans et demi de l'enfant, l'enquête téléphonique s'est accompagnée pour les trois quarts des familles d'une enquête à domicile permettant la réalisation d'un test d'acuité visuelle et de développement cognitif auprès de l'enfant (associations d'images) et le recueil de nouveaux prélèvements biologiques et environnementaux (urines, selles et cheveux de l'enfant, poussières).

En 2015-2016, à 4 ans et demi, les enfants ont à nouveau été sollicités au moyen d'un jeu – questionnaire par internet portant sur leurs préférences dans le domaine des activités scolaires et domestiques. En 2016, une enquête a été conduite en Moyenne section de maternelle, avec des évaluations auprès des enfants de la cohorte et de 3 enfants de la même classe tirés aléatoirement.

Les opérations prévues en 2017 sont les suivantes :

- une enquête pilote auprès de parents d'enfants de 9-10 ans comprenant d'une part une enquête téléphonique (55 mn), d'autre part une visite à domicile (3h) ou un examen en laboratoire d'analyse médicale. Elle portera sur les 300 familles de la cohorte pilote Elfe des enfants nés en 2007, complétées par des fiches adresses tirées d'une EAR (une demande au Comité du secret a été transmise). Sa réalisation est prévue au dernier trimestre 2017.
- une nouvelle enquête École en Cours préparatoire, du même type que celle réalisée au printemps 2016 en Moyenne section de maternelle. Elle portera sur un nombre d'écoles plus élevé, de l'ordre du double (8 500 écoles pour l'enquête MS).

- 2017 sera l'année de fin du terrain de l'enquête à 5.5 ans des enfants de la cohorte nationale qui aura débuté en décembre 2016 (pour s'achever en juillet 2017).

Ces enquêtes bénéficient d'un financement "Investissements d'avenir - Équipement d'excellence" 2011.

Cette enquête de cohorte relève de la statistique publique.

Elle a obtenu un avis d'opportunité favorable et le label de qualité statistique pour chacune de ses phases (jusqu'à l'enquête à 2 ans)

2.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2017

L'Ined a été sélectionné par l'ANR pour son projet « Big statistical data and mobile society » en collaboration avec l'Insee. Ce projet utilisera les données du recensement, de l'EDP++ et des données administratives.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2017

Néant

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2017

Néant

3. Aspects particuliers du programme 2017

Quatre aspects, transversaux à vos projets 2017, seront isolés dans cette partie afin de faire le point sur les avancées et les projets en matière de données régionales et locales, de données sur l'environnement et le développement durable, d'évaluation des politiques publiques et de comparaisons européennes.

3.1 Aspects « Territoires »

On supposera connu, grâce aux travaux conduits antérieurement au sein du Cnis, l'apport de vos travaux permanents à la statistique régionale et locale.

Il vous est demandé ici de n'évoquer que **les évolutions prévisibles pour l'année 2017**, c'est-à-dire : dimension régionale et locale d'opérations nouvelles ou renouvelées ; à l'inverse, régressions éventuelles à la suite d'abandon d'opération, de réduction d'échantillon...

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

Il vous est demandé de repérer dans vos projets 2017, les projets statistiques qui peuvent contribuer à la connaissance quantitative ou qualitative de l'environnement ou du développement durable.

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Il s'agit de mettre en évidence les enquêtes ou dispositifs d'observation à réaliser en 2017 dans le cadre de l'expérimentation ou de l'évaluation de politiques publiques. Les bonnes pratiques pour la participation de la statistique publique à ces dispositifs pourront ainsi être dégagées.

3.4 Aspects « européens »

Il s'agit de citer les **opérations nouvelles ou en projet en 2017, réalisées ou coordonnées dans un cadre européen** (en référence au programme à moyen terme d'Eurostat ou pour répondre aux règlements ou directives européennes), de **vosre participation à des groupes de travail**, de besoins spécifiques d'information exprimés au niveau européen, d'accès aux données, etc.

4. Opérations répétitives

Les travaux répétitifs (enquêtes, statistiques issues en partie d'exploitations de fichiers administratifs, etc.) sont listés en annexe 2 et annexe 3. Cette liste a été constituée à partir de vos réponses des années précédentes et du programme d'enquêtes publié au journal officiel pour 2016 (ou 2015 à défaut).

Préciser, le cas échéant, les modifications à apporter à ces travaux pour 2017 : arrêt, suspension, refonte ...

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Il s'agit de rendre compte des actions que vous mènerez en 2017 afin de :

- mobiliser davantage les sources administratives et alléger si possible les enquêtes existantes ;
- Dématérialiser la collecte des informations.

Insee (DSDS) - Unité des études démographiques et sociales

1. Exposé de synthèse

En 2017, l'Unité des Études Démographiques et sociales poursuivra ses travaux d'investissement et de production autour de la comptabilité démographique (estimations de populations nationales, indicateurs démographiques nationaux, flux migratoires). L'unité continuera à participer à l'exploitation du recensement et de ses enquêtes annuelles ou aux travaux méthodologiques sur ces sources (sur les thèmes démographie, famille, migrations internationales...), en lien avec ses productions statistiques habituelles.

Sur les sujets démographiques, la division « Enquêtes et études démographiques » poursuivra également les projets non réguliers déjà engagés :

- Poursuite des échanges et réflexions sur l'enrichissement de l'échantillon démographique permanent avec des données sur les causes médicales de décès et de consommation médicale, pour faire suite aux évolutions récentes d'accès à ces données par l'Insee (mise en place du SNDS prévu dans le cadre de la loi Santé) ;
- continuer à compléter et mettre en cohérence le système d'information sur la démographie et la famille (en investissant notamment sur la comparaison entre sources de données) dans le cadre des objectifs Insee 2025 et expertise des données fiscales intégrées dans l'EDP pour des analyses en stock et en flux sur les familles ;

La division réalisera l'enquête participation électorale, enquête traditionnelle de l'Insee les années d'élections présidentielles et législatives.

Sur les thèmes sociaux, la division « Études sociales » poursuivra ses mises à disposition annuelles d'indicateurs et travaux sur la redistribution, les inégalités sociales, les inégalités femmes/hommes selon différentes dimensions.

La cellule immigration poursuivra ses travaux visant à améliorer la connaissance des flux migratoires en explorant de nouvelles sources pour ce domaine (EDP).

L'enquête Trajectoires et Origines (TeO) sera renouvelée : les travaux débuteront fin 2016 et se poursuivront jusqu'en 2019.

2. Travaux nouveaux pour 2017

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête participation électorale, réalisée auprès d'un échantillon, aux 2 tours des élections législatives et aux 2 tours de l'élection présidentielle de 2017.

Reconduite de l'enquête TeO en 2019.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2017

Les investissements seront poursuivis sur les sources fiscales pour étudier leur apport à l'analyse des structures conjugales (formations et ruptures de pacs...) et familiales, à partir de l'exploitation du panel EDP, enrichi fin 2015 des données fiscales et sociales.

2.3. Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2017

Études sur les inégalités entre femmes et hommes, les thèmes sociaux.

Étude sur l'effet des mesures socio-fiscales prises en 2016 sur le pouvoir d'achat des ménages et les inégalités.

Étude sur les sans-domiciles.

Étude sur les effets redistributifs d'un choc d'inflation.

Travaux sur le *nowcasting* du taux de pauvreté à l'aide du modèle de microsimulation Ines.

Études sur les flux migratoires et les descendants d'immigrés,

2.4. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2017

Néant

3. Aspects particuliers du programme 2017

3.1. Aspects « Territoires »

Néant

3.2. Aspects « environnement et développement durable »

Néant

3.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Néant

3.4. Aspects « européens »

Suivi du nouveau règlement européen sur la transmission des données démographiques et des évolutions à venir sur le mode de transmission des données

4. Opérations répétitives

- Enquêtes répétitives : *Néant*.

- Autres opérations de production à caractère permanent : pas de changement.

Opérations	Type	Objectifs
Estimations de population Indicateurs démographiques, flux migratoires (Insee)	Synthèse de sources : - résultats du recensement, - statistiques d'état civil - statistiques administratives sur les flux migratoires.	Estimer la population nationale par sexe, âge au 1er janvier de chaque année ; Calcul de différents indicateurs nationaux démographiques : taux de natalité, taux de mortalité, indicateur conjoncturel de fécondité, quotients de mortalité, espérance de vie. Stocks et flux migratoires

Opérations	Type	Objectifs
Statistiques d'état-civil (Insee)	Exploitation de la source administrative État-civil	Établir des statistiques de naissances, mariages, décès
Échantillon démographique permanent (Insee)	Panel réalisé à partir des : - bulletins d'état civil de naissance, de mariage, de reconnaissance et de décès depuis 1968, - recensements depuis 1968, - inscriptions électorales, - DADS, - données sociales et fiscales	Étudier des trajectoires, des comportements, des effets générationnels. Fécondité, mortalité, mise en couple, migrations géographiques, mobilité sociale et professionnelle, mobilité résidentielle.
Indicateurs d'inégalité sociales	Tableaux, sources diverses (mise à jour internet ¹)	Rassembler une série d'indicateurs signalés comme centraux pour l'étude des inégalités sociales par les auteurs du rapport « Niveaux de vie et inégalités sociales ».
Indicateurs sur les inégalités femme-homme	Tableaux, sources diverses (mises à jour internet ² , études)	Documenter les inégalités femmes-hommes
Actualisation et évolution du modèle de micro-simulation Ines (Drees-Insee)	Modèle de micro-simulation adossé à l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS), imputation des prestations sociales et prélèvements modifiant le revenu des ménages	Analyser la redistribution, étudier des changements de politique sociale ou fiscale Nowcasting du taux de pauvreté

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

¹http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/inegalites_sociales/inegalites_sociales.htm

²http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/dossiers_actualite/8_mars_2013.htm

et <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=FHPARIT12#sommaire-des-chiffres-cles>

Insee (DSDS) - Département des ressources et conditions de vie des ménages

1. Exposé de synthèse

Le département des ressources et conditions de vie des ménages de l'Insee (DRCVM) assurera en 2017 la production des enquêtes régulières sur les ressources et les conditions de vie : SRCV, ERFS, Filosofi, TIC, CAMME, Loyers et charges, CVS, ELBS. Ces enquêtes permettent de répondre notamment aux règlements européens SILC et TIC, ainsi qu'à la fourniture des indices nationaux et européens de prix des loyers (IPC, IPCH) et de prix des logements (OOH).

Le département mettra à disposition du public (des chercheurs notamment), dans les conditions usuelles de diffusion (Centre Quetelet notamment), les fichiers de microdonnées de ces enquêtes, ainsi que ceux des enquêtes réalisées dans les années récentes (ENRJ 2014-2015, Patrimoine 2014-2015).

Il participera à la valorisation de ces différentes sources par des contributions aux publications de l'Insee et dans des revues académiques.

Il conduira différents travaux d'investissement pour améliorer la rapidité dans la production de l'information sur les revenus et les niveaux de vie et pour anticiper les changements susceptibles d'affecter les dispositifs de suivi statistique de ces thèmes, tant au niveau européen (règlement IESS) que national (passage à une imposition à la source).

2. Travaux nouveaux pour 2017

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Le dispositif panélisé d'enquêtes sur le patrimoine des ménages comprend des enquêtes principales tous les trois ans (2014-2015, 2017-2018 etc.) et de courtes enquêtes intermédiaires sous protocole web/papier destinées à garder le contact avec le ménage entre chaque vague principale et collecter de l'information sur des thèmes connexes au patrimoine. La première vague en réinterrogation se tiendra de fin septembre 2016 à janvier 2018.

L'enquête SRCV2017 comprendra un module secondaire sur la santé, qui a été présenté en opportunité au Cnis en mai 2016. Compte-tenu de la taille de ce module et de la réflexion en cours à Eurostat sur la refonte du dispositif, les questions du bloc indicateurs sociaux « mobilité sociale et contacts avec les proches » ne seront pas posées en 2017. Le module secondaire 2018 portera sur la qualité de la vie et sur le passé sans domicile.

La collecte de l'enquête Budget de famille 2016-2017, débutée en septembre 2016, se poursuivra de janvier à septembre 2017. La collecte de cette enquête à Mayotte sera conduite d'octobre 2017 à septembre 2018. Le dispositif sera reconduit sans changements notables par rapport à l'édition 2010-2011, et le rythme à peu près quinquennal des enquêtes sur le budget des ménages sera respecté. A la demande de la Drees et suivant les recommandations du Haut Conseil à la Famille, l'enquête comportera un sur-échantillon de 2000 familles monoparentales tiré dans les fichiers de la Cnaf.

Conformément au souhait des cô-maîtrises d'ouvrage de rendre plus modulaires l'enquête CVS, deux nouveaux modules pourraient être proposés pour l'enquête de 2018 : l'un sur les infractions économiques, le second concernant les victimations liées aux discriminations.

Un groupe de travail sur une refonte du questionnaire auto-administré démarrera en 2017 pour une implémentation en 2019 ; cette refonte bénéficiera de l'expertise de l'enquête Virage réalisée par l'INED.

2.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2017

Néant

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2017

Le département poursuivra l'exploitation de l'enquête Patrimoine 2014-2015 et mettra ses résultats à disposition sous forme d'*Insee résultats* sur les montants de patrimoine et sur l'endettement. Elle mènera aussi une étude sur les inégalités de patrimoine courant de l'année.

Afin de mieux répondre à la demande exprimée au niveau européen et national, il examinera si l'utilisation des informations contenues dans les déclarations préremplies de revenus ainsi que dans les premières émissions des déclarations de revenus, permet de raccourcir les délais de mise à disposition de la distribution des niveaux de vie.

Il poursuivra les travaux d'exploitation de l'enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ), réalisée en collaboration avec la Drees d'octobre 2014 à février 2015.

Les travaux de décomposition des comptes par catégorie de ménages menés en collaboration avec le département des comptes nationaux feront l'objet de publications en 2017.

Il poursuivra ses travaux d'étude sur le bien-être, à partir des données de l'enquête SRCV et de son module 2013. La collecte d'enquêtes brèves sur le bien-être, associées à l'enquête de conjoncture Camme (dites « plates formes » Camme) donneront lieu à des nouvelles exploitations sur ce thème, en collaboration avec le Cepremap.

Le département pilotera un numéro spécial d'Économie et statistique sur le thème du logement, à paraître fin 2017 ou début 2018.

Un « Insee méthodes » sera publié sur la version 4 de l'indice des prix des logements anciens.

La refonte de l'indice des loyers fera l'objet d'un bilan en vue d'une publication trimestrielle de l'indice.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2017

Le département préparera en 2018, les travaux d'aval de l'enquête Patrimoine 2017-18 afin d'être en mesure de respecter les délais de livraison des fichiers à la Banque Centrale européenne.

Les données administratives utilisées par l'Insee pour mesurer la distribution des revenus évolueront sur le millésime 2017. Une refonte informatique est en cours à la CNAF. A partir des revenus de 2017, les données fournies seront moins consolidées ce qui peut avoir un impact sur leur qualité mais les délais seront raccourcis.

Cette évolution, à laquelle il faut ajouter le passage à l'imposition à la source en 2018 aura des conséquences sur toutes les sources de la division sur les revenus des ménages (SRCV, ERFS et Filosofi). La division commencera à préparer l'adaptation de ces sources aux nouveaux formats de fichier dès 2017.

Par ailleurs, le cadre réglementaire de SILC évoluera en 2020, ce qui conduira à changer le questionnaire d'SRCV et à raccourcir les délais de mises à disposition de SRCV. Le département enclenchera le projet de la refonte d'SRCV destinée à s'adapter à ce nouveau cadre réglementaire en septembre 2017.

Enfin, le département poursuivra les travaux de comparaison entre l'ERFS et Filosofi pour permettre une meilleure convergence entre les deux dispositifs.

Les travaux avals de l'enquête BDF débuteront dès réception des résultats des premières vagues, afin de réduire les délais de traitements et dans l'objectif de livrer de premiers résultats dès l'automne 2018.

Dans la continuité des travaux méthodologique Comme Internet sur la mesure du biais de couverture dans l'enquête et des exploitations réalisées sur les perspectives d'utilisation des numéros de téléphone contenus dans la base d'échantillonnage issue des sources fiscales (numéros de téléphone portable notamment), l'utilisation de ces numéros de téléphone fera l'objet d'un test méthodologique en 2017 : en plus des numéros de téléphone retrouvés dans l'annuaire, l'utilisation des numéros de la base fiscale permettrait en effet d'augmenter le champ couvert par l'enquête Comme de façon significative.

Dans le cadre de sa participation au groupe de travail Eurostat sur les enquêtes Emploi du temps consacré à la préparation de la prochaine vague (décennie 2020) et des prochaines guidelines, la division suivra les innovations expérimentées au niveau international pour la collecte des budgets-temps et les réflexions qu'elles suscitent.

La participation aux groupes de travail pilotés par Eurostat et par l'OCDE sur les enquêtes Budget de famille donnera également lieu à une veille méthodologique sur les innovations possibles pour la collecte de ces données.

Le département étudiera la faisabilité d'une enquête Internet sur les niveaux des loyers au niveau local.

3. Aspects particuliers du programme 2017

3.1 Aspects « Territoires »

En 2017, le millésime 2014 du dispositif Filosofi sera diffusé et tirera profit des travaux d'amélioration de la source menés en 2016 sur l'élargissement de sa couverture géographique (avec des travaux sur les DOM). Enfin, le millésime 2015 sera mis en production en 2017.

L'échantillon de l'enquête 2017 Technologies de l'information et de la communication bénéficiera, dans les départements de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion, d'une extension permettant des exploitations au niveau de chaque DOM.

C'est aussi le cas de l'échantillon de l'enquête BDF. La collecte de cette enquête à Mayotte est décalée d'un an ; elle débutera en octobre 2017.

Le département conduira une étude de faisabilité sur l'intégration des DOM dans le dispositif de mesure des loyers.

Des travaux d'étude sur la régionalisation de résultats de l'enquête CVS seront conduits, en collaboration si possible avec la direction de la méthodologie.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

L'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (CAMME), reconduira en 2017 les plates-formes (questionnaire complémentaire d'une vingtaine de questions) collectées en 2016 ; deux sur le logement (avril et octobre), une sur les pratiques et opinions environnementales (novembre) et une plate-forme portant sur le bien-être, collectée en mars, juin, septembre et décembre 2017.

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Néant

3.4 Aspects « européens »

L'ensemble du dispositif SRCV est réalisé et coordonné dans un cadre européen. Le module secondaire 2017 porte sur la santé. Le département participera en 2017 aux réunions du *Working Group on Living Conditions d'Eurostat*.

Il poursuivra sa participation aux travaux de la task-force SILC mise en place sous l'égide d'Eurostat pour instruire la refonte de l'enquête, afin de l'adapter l'enquête aux nouvelles demandes des utilisateurs ; notamment en matière de délai de mise à disposition des résultats, en matière aussi d'information sur les dimensions non matérielles du bien être. Des questions nouvelles seront testées sur le terrain en 2017.

Le département poursuivra sa participation au réseau *Household Finance and Consumption Network* mis en place par la BCE pour coordonner les enquêtes en zone Euro sur le patrimoine.

Le département assure la production de l'indice de prix des logements neuf (HPI) et plus largement la centralisation de la fourniture à Eurostat de l'OOH produit par différentes unités de l'Insee,

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
SRCV	Div. Revenus et patrimoine	Fréquence annuelle
Patrimoine	Div. Revenus et patrimoine	Fréquence triennale
Cadre de vie et sécurité	Div. Conditions de vie	Annuelle - janvier à avril - prioritaire
Technologies de l'information et de la communication	Div. Conditions de vie	Annuelle - avril/mai prioritaire
Conjoncture auprès des ménages mensuelle	Div. Conditions de vie	Mensuelle prioritaire
Questionnaire auto-administré sur le bien-être, adossé à SRCV	Div. Conditions de vie	Annuelle - prioritaire
Loyers et charges ; enquête sur les loyers auprès des bailleurs sociaux	Div. Logement	
Exploitation de fichiers administratifs		
Enquête revenus fiscaux et sociaux	Div. Revenus et patrimoine	Appariement entre enquête emploi en continu et données fiscales et sociales
Filosofi	Dép. Ressources et conditions de vie ; Dép. Action régionale	Appariement de sources : 1. Fichiers fiscaux : déclarations des revenus de la DGFIP 2. données sur les prestations de la Cnaf, de la Cnav et de la CCMSA Imputation des revenus financiers non déclarés à partir de l'enquête Patrimoine
Autres travaux répétitifs		
Insee Résultats ERFS	Div. Revenus et patrimoine	
Insee Première sur les niveaux de vie et la pauvreté	Div. Revenus et patrimoine	
Informations Rapides prix des logements	Div. Logement	

Insee (DSDS) - Département de la démographie

1. Exposé de synthèse

En 2017, le département de la démographie réalisera comme chaque année :

- les enquêtes annuelles de recensement auprès des ménages et des communautés en métropole et dans les Dom hors Mayotte ;
- la mise à jour du RNIPP à partir des événements d'état civil ;
- la mise à jour du fichier électoral à partir des avis électoraux ;
- la constitution de la base permanente des équipements.

Côté recensement, 2017 verra la réalisation des recensements exhaustifs quinquennaux à Mayotte et en Polynésie française. Le climat actuel à Mayotte nécessitera de rester vigilant tout au long de la préparation de cette importante opération.

Côté BRPP (base permanente des équipements), la charge de travail va être très conséquente du fait des élections présidentielles et législatives de 2017. Par ailleurs, la sphère BRPP va être impactée par les conséquences de nombreuses lois récemment promulguées ou qui devraient l'être bientôt : loi santé, loi numérique, loi justice du 21ème siècle, loi sur la refonte du processus électoral. Les évolutions vont concerner la diffusion de nos bases de données et fichiers, la mise en place de NIR hachés permettant dans la sphère statistique publique des rapprochements de fichiers plus aisés, la révision de nos process liés au transfert de la gestion des pacs des tribunaux vers les mairies et aux profondes mutations qui vont impacter le processus d'inscription sur les listes électorales.

Côté BPE, le renfort du pôle par deux cadres A suite à la réforme territoriale devrait permettre d'avancer sur la diffusion de la BPE, notamment en étudiant les possibilités de diffusion en évolution et de raccourcir les délais de diffusion.

2. Travaux nouveaux pour 2017

Les recensements de Mayotte et de Polynésie française, deux enquêtes à périodicité supérieures à un an, seront conduits en 2017.

3. Aspects particuliers du programme 2017

3.1 Aspects « territoires »

Les recensements de Mayotte et de Polynésie française permettront de disposer de populations actualisées fin 2017 à tous les échelons administratifs et de disposer de statistiques locales sur ces territoires actualisées à compter de 2018.

4. Opérations répétitives

Par rapport aux informations mentionnées en annexes 2 et 3 de la note citée en référence, il convient de signaler que les statistiques d'état civil sont considérées comme des enquêtes statistiques disposant d'un numéro de visa (206PA00xEC, x variant de 1 à 9).

ELIPSS

Préambule

Le panel ELIPSS (Étude Longitudinale par Internet Pour les Sciences Sociales) est un dispositif d'enquêtes par internet destiné à la communauté scientifique. Il vise à combler l'absence de moyens d'enquête par questionnaire propres aux chercheurs français en sciences humaines et sociales. Il s'agit d'un panel internet représentatif de la population résidant en France métropolitaine. Une tablette tactile et un abonnement internet mobile sont fournis aux panélistes sélectionnés aléatoirement afin qu'ils participent aux enquêtes mensuelles. Ces dernières sont élaborées par des chercheurs et sélectionnées par un comité scientifique et technique.

Pour la phase pilote du dispositif ELIPSS, un premier échantillon constitué de 1 039 panélistes avait été recruté en 2012. En 2016, 2500 nouveaux panélistes ont intégré le dispositif afin de constituer un panel d'environ 3300 individus. Les deux échantillons ont été fournis par l'INSEE. Le rythme des enquêtes ELIPSS étant incompatible avec un passage devant le comité du label pour chacune, le Comité de direction de l'INSEE a décidé de répondre favorablement à la demande d'échantillon pour le panel ELIPSS aux conditions suivantes : la signature d'une convention entre Sciences Po et l'INSEE (le 14 octobre 2015), l'accord du comité du secret (le 9 octobre 2015), un bilan de l'étude pilote présenté à la Commission Démographie et questions sociales du CNIS (le 15 octobre 2015), la présentation d'un rapport annuel d'activité au CNIS et un retour d'expérience sur ce mode d'interrogation des ménages. C'est dans ce cadre que nous présentons le programme statistique du panel ELIPSS pour 2017.

1. Exposé de synthèse

L'année 2017 sera pour ELIPSS une année à "plein régime" puisque ce sera la première année complète avec plus de 3000 panélistes, tous équipés d'un nouveau modèle de tablettes plus grand et plus puissant, offrant potentiellement de nouvelles possibilités d'interrogation.

Seize interrogations sont prévues en 2017 : douze issues de projets sélectionnés sur appel à projets par le comité scientifique et technique (CST), une proposée par le CNRS à valider par le CST et trois conçues par l'équipe ELIPSS pour produire les variables, notamment socio-démographiques, communes aux autres enquêtes.

Un nouvel appel à projets d'enquêtes sera ouvert à toute la communauté scientifique fin 2016-début 2017. Les propositions seront examinées par le comité scientifique et technique au cours de l'année 2017. Les enquêtes sélectionnées seront administrées au panel en 2018.

2. Travaux nouveaux pour 2017

Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an.

PREFACE2 - Pratiques et représentations face à l'État (vague 2)

Objectifs : L'objectif de ce projet est de cerner le rapport que les citoyens entretiennent à l'égard de l'État. On s'intéresse tout autant aux pratiques qu'aux représentations des enquêtés, en faisant varier les institutions, de façon à prendre en compte d'éventuelles discordances et à montrer que le rapport à l'État n'est ni univoque, ni unidimensionnel. La première partie du module vise à cerner les

conditions concrètes d'accès aux différentes administrations et les ressources dont disposent les enquêtés dans leurs échanges avec les agents de l'État. On s'intéresse ensuite aux variations qui existent dans l'accès à la matière fiscale, à la fois d'un point de vue pratique et sur le plan des représentations. Le rapport à l'école peut aussi être considéré comme un révélateur d'une relation spécifique à l'État : on s'interroge ici sur les contacts plus ou moins réguliers avec des enseignants, l'acceptation de déléguer l'éducation des enfants et le degré d'investissement pratique dans l'institution scolaire publique. La quatrième partie du module vise à appréhender la place qu'occupent la police et la gendarmerie dans l'univers quotidien des citoyens. Il s'agit de savoir quel est le niveau de proximité et de familiarité à la fois pratique et symbolique que les répondants entretiennent avec les forces de l'ordre. Enfin, on s'efforce de cerner les raisons et les déterminants qui conduisent les individus à s'adresser à la justice pour arbitrer un litige ; on mesure également les représentations qu'ils ont de la justice et de ceux qui la mettent en œuvre.

Porteur du projet : Alexis Spire (Directeur de recherche CNRS - EHESS)

Partenaires : Lorenzo Barrault-Stella et Philippe Bongrand sur le rapport à l'école, Nicolas Delalande et Alexis Spire sur le rapport à l'impôt, Yasmine Siblot sur le rapport aux administrations, Eleonora El Guezabal, Nicolas Renahy et Jeremie Gauthier sur le rapport aux forces de l'ordre et Aude Lejeune sur le rapport à la justice, Cédric Huguée et Etienne Penissat pour la méthodologie d'enquêtes par questionnaire

Période de réalisation : décembre 2016 - janvier 2017

SCIENCE - Image de la science

Objectifs : En 1972, le Ministère de la Recherche avait confié la réalisation d'une étude sur les attitudes du public à l'égard de la recherche scientifique française à une équipe de chercheurs de Sciences Po. Cette recherche a donné lieu à une série de d'enquêtes réalisées en 1972, 1982, 1989, 1994, 2001 et 2007, qui s'intéresse aux représentations de la science, à la perception du développement technique et économique et à l'opinion sur la politique de recherche. Une partie des questions ont été répétées dans les mêmes termes d'une enquête à l'autre, ce qui autorise une comparaison temporelle des attitudes à l'égard de la science. Ce projet SCIENCE consiste donc à poursuivre cette série d'enquêtes en 2017 à partir du panel ELIPSS.

Porteur du projet : Brigitte Perucca (Directrice de la communication du CNRS)

Partenaires : Daniel Boy (directeur de recherche émérite FNSP, Sciences Po) et Laurent Lesnard (directeur de recherche CNRS, Sciences Po)

Période de réalisation : janvier - février 2017

LUDENQUETE - Cultures et pratiques ludiques en France : le cas des jeux de société

Objectifs : Le projet d'enquête « Cultures et pratiques ludiques en France » a pour objectif : 1/ d'établir un état des lieux des pratiques de jeu de société en France ; 2/ et d'étudier la diversité et la place des pratiques de jeu de société dans la population française au sein des autres pratiques ludiques et des pratiques culturelles en générales. Outre une cartographie précise des usages, il s'agit d'analyser le caractère culturel et social du jeu de société au prisme des modèles canoniques de la sociologie de la culture. Le jeu de société est-il un « art moyen » ? Une culture populaire ? Une pratique savante ? Une pratique de masse ? Répond-il à des

logiques de distinction ou d'éclectisme ? Plus précisément, existe-t-il des hiérarchies culturelles qu'opèrent les acteurs entre les genres de jeu de société ? Sur quels types de jeu ? Au sein de quels types de sociabilité se déploie-t-il ? Pour répondre à ces questions et ces objectifs, le questionnaire a été construit en 6 ensembles de variables : 1) Pratiques ludiques générales (mesure de la diversité des formes de jeu que pratiquent les enquêtés) - 2) Test de culture ludique (mesure de l'étendue de la connaissance des enquêtés concernant le marché du jeu de société et sa diversité) - 3) Pratiques et fréquences du jeu de société (mesure des régularités de la pratique) - 4) Sociabilité du jeu de société (étude de la diversité des sociabilités liées au jeu de société et leur évolution dans le temps) - 5) Les lieux du jeu (étude des espaces domestiques et extérieurs dans lesquels se déploie la pratique) - 6) Rapport au jeu (mesure de l'attachement des enquêtés à la pratique du jeu de société).

Porteur du projet : Vincent Berry (Maître de conférence Paris13)

Partenaires : Manuel Boutet (analyse des données : lieux et territoires du jeu de société, cultures ludiques et profils de joueurs), Gilles Brougère (analyse des données, co-coordination scientifique et opérationnelle du projet), Aymeric Brody (analyse des données : pratiques de jeux d'argent de mises), Samuel Coavoux (conception du questionnaire, analyse des données, stratification sociale des pratiques), Nathalie Roucoux (analyse des données : cultures ludiques et profils de joueurs), Samuel Rufat (analyse des données, stratification sociale des pratiques), Hovig Ter Minassian (Conception du questionnaire, analyse des données) et Vinciane Zabban (analyse des données, cultures ludiques et profils de joueurs)

Période de réalisation : avril - mai 2017

GLOCALMAP - Hiérarchisation, délimitation et identification des échelles territoriales

Objectifs : Cette enquête a pour objectif de proposer une première photographie de la situation des perceptions des niveaux territoriaux pertinents pour la population française, dans un cadre de questionnement sur les effets de la mondialisation, souvent appréhendée comme un processus de redistribution des échelles ou « rescaling » affectant toutes les dimensions de la vie en société.

Au-delà de cet état des lieux, il est à travers ce questionnaire proposé de tester l'hypothèse d'une compétition voire d'une transition historique entre deux systèmes d'organisation territoriale de la vie en société. D'un côté, le système «État-Département-Commune», héritier du processus séculaire de formation des États-Nations et ayant atteint son gabarit optimal au XIXe siècle. D'un autre côté, le système «Union européenne-Région-Intercommunalités-Quartiers» qui se développe lentement dans les interstices du précédent tout au long du XXe siècle et émerge comme un concurrent de plus en plus sérieux au début du XXIe siècle. Ce nouveau système correspondrait à de nouveaux modes d'organisation de la société davantage polycentrique et réticulaire que lors du précédent, du moins dans un premier temps. Si les variations des échelles territoriales d'appartenance par génération constituent la cible principale de ces investigations, trois autres dimensions sont considérées au travers de ce questionnaire : la dimension spatiale (effets régionaux de localisation), la dimension sociale et la dimension politique.

Porteur du projet : Claude Grasland (Professeur des universités Paris-Diderot)

Partenaires : Clarisse Didelon-Loiseau (coordinatrice opérationnelle du projet Glocalmap), Sandrine Berroir, Arnaud Brennetot et Hugues Pécout

Période de réalisation : juin - juillet 2017

SERIES - Sociologie des séries télévisées : goûts, dispositifs et modalités de la pratique

Objectifs : Le projet porte sur le goût et la consommation des séries télévisées en France qui, depuis une dizaine d'années, sont devenues l'objet d'un investissement social et culturel que manifestent tout autant l'amateurisme déclaré d'une partie des individus pour ce genre que leur forte présence sur les chaînes TV aux dépens du film. Ce projet vise, d'une part, à combler l'absence d'enquête quantitative fine et représentative des goûts et des pratiques susceptibles d'exister au sein de la population française et, d'autre part, à appréhender la signification qu'ont acquise les séries dans l'univers des pratiques culturelles à travers des questions qualitatives. Le cadre d'analyse du projet est adossé à un modèle attentif à la stratification et à la différenciation sociologique des pratiquants mais aussi à la diversification culturelle des répertoires de goûts. Il s'inscrit dans le contexte de transformation des pratiques culturelles depuis les années 1990 dans la société française qui ont été décrites comme plus éclectiques, moins contraintes, institutionnellement et matériellement, et inscrites dans l'expérience biographique.

Les travaux menés en sociologie de la culture concourent à formuler l'hypothèse d'une reconfiguration du goût culturel par des objets nouveaux (en termes de genres, de supports, de discours), dont la série fait partie, des contextes de pratiques diversifiés (en famille, entre amis, au travail, en solitaire...) et des socialisations plurielles (sociale, générationnelle, de pairs...). Le questionnaire, structuré en 7 modules, vise à recueillir des données permettant de mener une sociographie du goût sériel et une sociologie des pratiques : 1) la pratique de la télévision - 2) séries visionnées (catégorisation indigène du genre "série") - 3) habitudes de visionnage (fréquence, temporalité et sociabilité) - 4) goût (genre d'appartenance des séries appréciées et rejetées) - 5) modalités de la pratique (supports matériels de visionnage, services utilisés, VO versus VF, achats, stockage et objets) - 6) information, prescription et recommandation - 7) connaissance et valeur accordée aux séries.

Porteur du projet : Hervé Glevarec (Directeur de recherche CNRS / Paris-Dauphine)

Partenaires : Clément Combes

Période de réalisation : juillet - août 2017

SVEN - Styles de vie et environnement

Objectifs : Ce projet d'enquête se propose d'explorer conjointement les représentations et attitudes des français à l'égard des questions d'environnement et l'impact environnemental de leurs modes de vie. Il s'inscrit dans un projet de recherche plus vaste retenu par l'ANR en 2011 au titre de l'appel à projet "Changement environnementaux planétaires et sociétés" de l'ANR. Il interroge les implications sociales et politiques du consensus scientifique et politique qui existent aujourd'hui autour de l'idée que les caractéristiques des modes de vie courants dans les sociétés occidentales contemporaines sont à l'origine d'importantes externalités environnementales qui contribuent fortement au changement climatique et à l'épuisement des ressources, aussi bien qu'à la réduction de la biodiversité. Dans ce projet il s'agit de saisir ensemble les rapports pratiques et symboliques à l'environnement à travers un questionnaire qui comprend d'une part un volet

attitude et d'autre part six volets relatifs à des pratiques dans les domaines de l'alimentation, de l'habillement, de la consommation d'énergie, des déchets et du recyclage, de l'usage d'eau et du transport. Le projet d'enquête propose ainsi de rompre avec la division habituelle du travail de collecte des données en intégrant beaucoup plus étroitement dans le même questionnaire la dimension des attitudes, valeurs, opinions en matière d'environnement et celle des pratiques, modes de consommation, styles de vie générateurs d'impacts environnementaux, en s'appuyant sur les spécificités du dispositif ELIPSS.

Porteur du projet : Ivaylo Petev (Chargé de recherche CNRS - CREST)

Partenaires : Jean-Baptiste Comby, Philippe Coulangeon, Yoann Demoli (coordinateur opérationnel), Geneviève Pruvost

Période de réalisation : septembre - octobre 2017

FLIP - Culture financière et comportements patrimoniaux des français

Objectifs : L'objectif de cette enquête est de proposer des mesures pertinentes de la culture économique et financière des Français. L'évaluation du niveau des connaissances économiques et des capacités des personnes à décrypter les questions financières représente aujourd'hui un défi important dans la plupart des pays développés. En effet, de nombreux travaux ont montré que l'éducation financière influence les décisions patrimoniales des ménages en particulier la préparation de la retraite, l'endettement et les choix de portefeuille. Ce projet de recherche a pour objectif de fournir aux chercheurs et aux décideurs une base de données pertinente sur l'éducation financière des épargnants afin d'en mesurer le rôle sur leurs comportements financiers. Un travail liminaire a permis d'élaborer un questionnaire pour d'une part, mesurer les connaissances financières des individus et d'autre part, décrire leur patrimoine (financier ou non). Cette enquête permettra de recueillir des données à partir d'un échantillon de ménages français qui seront analysées afin d'étudier le lien entre les connaissances économiques et financières des ménages et leurs comportements patrimoniaux.

Porteur du projet : Luc Arrondel (Directeur de recherche CNRS - PSE)

Partenaires : Stéphane Loret, Hector Calvo Pardo, Majdi Debbich, André Masson, Frédérique Savignac

Période de réalisation : octobre - novembre 2017

Module biographique ELIPSS

Objectifs : Il s'agit de profiter de l'élargissement du panel pour interroger l'ensemble des répondants sur certains éléments de leur biographie (naissance, éducation, parents, parcours professionnel, etc.). Isoler certaines variables dites « stables » du parcours de vie des répondants dispenserait l'*Enquête Annuelle* de leur répétition ; ce module viendrait donc compléter les données tenues à disposition des équipes porteuses de projets Elipss.

Porteur du projet : ELIPSS

Période de réalisation : octobre - novembre 2017

RESOTEL - Réseaux sociaux téléphoniques et liens

Objectifs : Il s'agit d'une enquête par questionnaire sur les réseaux personnels d'un échantillon représentatif de la population à partir des appels téléphoniques réalisés sur les mobiles. Plusieurs fragments du réseau personnel seront collectés à partir de questions posées aux enquêté(e)s sur leurs correspondants les plus récents (type de lien, âge de la relation, sexe, localisation, relation avec les autres). Ces liens médiatisés par le téléphone portable sont également complétés par des questions sur les autres liens forts de l'enquêté(e). Les données collectées feront l'objet de plusieurs traitements quantitatifs sur les questions d'homophilie, de la prise en compte simultanée des occupations, des localisations et des relations et enfin, de la structure et de la composition des réseaux personnels.

Porteur du projet : Marie-Pierre Bes (Maître de conférences ISAE Supaero)

Partenaires : Benoît Tudoux (coordinateur opérationnel), Béatrice Milard

Période de réalisation : novembre - décembre 2017

2.1 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2017

Néant

2.2 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2017

Une fois passée la période d'exclusivité d'un an pour les équipes co-productrices des enquêtes, les fichiers de données sont accessibles gratuitement sur le portail du réseau Quetelet pour les chercheurs et les étudiants dans le cadre d'un projet de recherche (<http://www.reseau-quetelet.cnrs.fr/>). Pour obtenir les fichiers de données, les demandeurs doivent signer une convention d'utilisation dans laquelle ils s'engagent notamment à respecter la confidentialité des répondants, à ne pas rediffuser les données à un tiers, à citer la source des données dans les publications et à détruire le fichier de données à l'issue de la recherche. En 2017, les enquêtes réalisées entre juillet 2015 et juillet 2016 seront documentées et mises à disposition :

PMT12 - Pratiques culturelles, médias et technologies de l'information (vague2)

Portée par Philippe Coulangeon (Sciences Po/CNRS - OSC) et Olivier Donnat (Ministère de la culture), l'enquête *PMTI*, déjà conduite en 2013, a donné lieu à une seconde vague d'interrogation en 2015. S'inscrivant dans la tradition des enquêtes sur les pratiques culturelles, ce projet a pour objectif de tester la robustesse de certains indicateurs traditionnels de ces enquêtes dans le contexte innovant d'un questionnaire auto-administré sur internet. Il vise aussi à se saisir des opportunités offertes par ce support pour tenter d'améliorer la saisie des goûts et des orientations esthétiques, en particulier en soumettant à la réaction des enquêtés des documents sonores et iconographiques.

SRCLF - Stratégies résidentielles et choix de localisation en France

Porté par Mirna Safi (chargée de recherche à Sciences Po Paris), le projet d'enquête *SRCLF* porte sur le choix du quartier et les stratégies résidentielles des Français. Il s'intéresse plus particulièrement au degré auquel la composition ethnique des quartiers est un des déterminants du choix de la localisation et ce afin d'étudier les mécanismes sous-jacents à la ségrégation des populations immigrées en France.

EVALENE2 - Enquête sur les valeurs, l'environnement et l'énergie (vague 2)

Sous la coordination de Béatrice Hammer (EDF R&D), ce projet est la réplication d'une première vague d'enquête conduite en 2013. Traitant des thèmes de l'environnement et de l'énergie, le questionnaire porte plus spécifiquement sur la perception de l'environnement, les préoccupations environnementales, le changement climatique, les rôles et l'avenir des différentes technologies, la maîtrise de la consommation d'énergie et les intentions actions pro-environnement.

Le questionnaire a la particularité de comporter de nombreuses questions ouvertes afin d'apporter un éclairage qualitatif. Pour cela, l'équipe ELIPSS a développé sur la tablette la possibilité d'un auto-enregistrement de leurs réponses par les panélistes.

DYNAMOB - Dynamiques de mobilisation (vagues 11 et 12) : voir ci-dessous la présentation des enquêtes DYNAMOB

PREFACE1 - Pratiques et représentations face à l'État (vague 1) : voir ci-dessus la présentation de l'enquête PREFACE2

MOBILITÉS - Mobilités et rapport à l'espace dans le cycle de vie

Porté par Ettore Recchi (Professeur des Universités à Sciences Po Paris), *Mobilités* a pour objectif de tester empiriquement le nouveau concept de "spaceset" afin d'enrichir l'outillage sociologique permettant d'expliquer les différences de comportements et d'attitudes en prenant en compte l'augmentation contemporaine de la mobilité spatiale. Plus spécifiquement, il est question de comprendre comment ces carrières (spatiales objectives et subjectives) et leur articulation biographique impactent la mobilité sociale, les orientations en termes d'opinions et de valeurs, et enfin, le soutien aux différents échelons de gouvernance (locale, nationale, supranationale).

Enquête annuelle 2016 : voir ci-dessous la présentation de l'enquête annuelle 2017

Pratiques numériques 2016 : voir ci-dessous la présentation de l'enquête Pratiques numériques 2017

LivMob - Livraisons des colis et mobilités des e-consommateurs

Le projet *LIVMOB'*, coordonné par Anne Aguiléra (chercheuse en aménagement à l'IFSTTAR) a pour objectif d'identifier les déterminants du choix d'un mode de livraison et d'analyser plus particulièrement le rôle des territoires et des mobilités dans ces organisations. L'enquête permettra d'approfondir le niveau de connaissance sur les flux liés au e-commerce et de préciser les stratégies de déplacements des consommateurs pour motif de récupération des colis.

TARIFEAU - Tarification sociale de l'eau

Sous la coordination d'Olivier Beaumais (Professeur des Universités de Rouen), le projet d'enquête *TARIFEAU* combine les compétences de plusieurs disciplines (économie, sociologie et droit) pour explorer l'acceptabilité sociale de la mise en œuvre d'une tarification sociale de l'eau. Le projet tend à dépasser le seul intérêt pour la thématique en proposant une orientation méthodologique forte : un retour d'expérience sur le *choice experiment*.

SHAMA - Santé / Habitation / Alimentation / Médecine / Architecture

Porté par François Pattou (Professeur des Universités, directeur de recherche et praticien hospitalier), le projet *SHAMA* a pour objectif d'étudier d'éventuels

liens entre l'organisation de l'habitation (plus particulièrement la cuisine) et les habitudes alimentaires. Associant des chercheurs dans les domaines de la médecine et de l'architecture, SHAMA s'inscrit dans la continuité de la recherche qualitative OSCAH qui explorait cette fois les liens éventuels entre obésité sévère et organisation de l'habitation en région Nord-Pas de Calais.

2.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2017

Néant

3. Aspects particuliers du programme 2017

3.1 Aspects “territoires”

La taille du panel ELIPSS (3300 individus) ne permet pas des approfondissements régionaux ou locaux. On peut cependant signaler que l'enquête GLOCALMAP (présentée ci-dessus) vise précisément à interroger la pertinence des différents niveaux territoriaux.

3.2 Aspects “environnement et développement durable”

Depuis 2012, plusieurs enquêtes réalisées à partir du panel ELIPSS ont visé à contribuer à la connaissance quantitative et qualitative de l'environnement ou de développement durable : l'enquête EVALENE administrée à deux reprises, en octobre 2013 et en novembre 2015 (présentée ci-dessus) ; l'enquête CLIMTALK qui sera réalisée à l'automne 2016 et qui consiste essentiellement à poser une question ouverte : *A quoi pensez-vous quand vous entendez ou lisez l'expression "changement climatique" ? Merci de noter la première idée qui vous vient à l'esprit. Toutes les réponses nous intéressent : cela peut être un mot, plusieurs mots ou plusieurs phrases* ; l'enquête Was-PBM, prévue en novembre 2016, qui vise à identifier et quantifier les facteurs et les logiques de gaspillage relatifs aux différentes dimensions de la consommation responsable (eau, énergie, biens, mobilité, déchet) ; et en 2017, l'enquête SVEN, décrite ci-dessus.

3.3 Aspects “évaluation des politiques publiques”

L'enquête SCIENCE (présentée ci-dessus) comporte une dimension d'évaluation des politiques publiques en matière de recherche scientifique, notamment sur les décisions qui ont été prises (par exemple sur le nucléaire) ou encore sur les acteurs qui prennent les décisions.

3.4 Aspects “européens”

Un projet d'infrastructure réunissant des panels internet probabilistes en Europe a été déposé en mars 2016 dans le cadre de l'appel Horizon 2020. Outre ELIPSS, ce projet réunit le LISS panel de l'université de Tilburg aux Pays-Bas, le German Internet Panel de l'université de Mannheim en Allemagne, le Norwegian Citizen Panel de l'université de Bergen en Norvège, le Social Science Research Institute (SSRI) Online Panel de l'Université d'Islande. Des chercheurs spécialistes des enquêtes par internet sont également associés au projet : Patrick Sturgis de l'université de Southampton et Peter Lynn de l'université d'Essex au Royaume-Uni et Vasja Vehovar de l'université de Lubljana en Slovénie. Ce projet vise à consolider la collaboration des panels internet probabilistes européens, notamment en réservant du temps d'enquête sur les différents panels pour administrer régulièrement des

enquêtes comparatives. Si le projet est retenu au premier stade de sélection des projets H2020, une version plus détaillée de ce projet devra être remis en 2017.

4. Opérations répétitives

Pratiques numériques 2017

Objectifs : Largement inspirée de l'enquête TIC, cette enquête est administrée aux panélistes chaque année depuis leur entrée dans le panel afin de mesurer l'évolution de leurs pratiques numériques. Elle traite de l'accès à Internet, de l'utilisation d'Internet et des compétences numériques.

Porteur du projet : ELIPSS

Période de réalisation : janvier - février 2017

Enquête annuelle 2017

Objectifs : Il s'agit de disposer chaque année de nombreuses variables socio-démographiques (renseignements signalétiques, travail et formation, description du ménage, logement et quartier, revenus et patrimoine) ainsi que de variables de croisement et d'indicateurs fréquemment utilisés en sciences humaines et sociales (liens sociaux, loisirs/culture, religion, politique, santé et habitudes de vie). Le questionnaire a été construit en collaboration avec plusieurs chercheurs spécialistes des thèmes abordés et avec les membres du comité scientifique et technique. En outre, les questions retenues sont très largement issues d'enquêtes existantes et une grande partie sera répétée une fois par an. La plupart des variables sociodémographiques sont systématiquement appariées aux fichiers de données diffusés.

Porteur du projet : ELIPSS

Période de réalisation : mars - avril 2017

DYNAMOB - Dynamiques de mobilisation : comprendre la formation des choix électoraux (2013-2017)

Objectifs : Le projet DYNAMOB s'inscrit dans les débats sur les mutations récentes du rapport au politique : le recul de la participation électorale, la montée du « vote intermittent » et le relâchement des liens partisans notamment montrent que le citoyen-électeur des années 2000 n'est plus celui des années 1960. Ce constat a déjà provoqué un changement dans les paradigmes d'explication du vote, avec l'affirmation de modèles focalisés sur la manière dont les individus prennent leurs décisions (au détriment de modèles centrés sur les appartenances sociales et politiques de long terme (modèle de Columbia, modèle de Michigan). Les campagnes électorales ont ainsi retrouvé une place centrale au sein de la littérature internationale.

Or, à ce jour, on ne dispose pas en France d'outils d'analyse qui pourraient permettre de mesurer simultanément le poids relatif des facteurs de court terme et des facteurs de long terme sur le vote des électeurs. Le projet DYNAMOB vise à y remédier.

En termes méthodologiques, DYNAMOB se distingue des panels électoraux français classiques par la durée de son terrain (presque un mandat présidentiel) et par sa périodicité. Pour la première fois en France, il permettra de comparer tous les types

d'élections en couvrant les municipales de 2014, les européennes de 2014, les départementales de 2015, les régionales de 2015, ainsi que la présidentielle et les législatives de 2017. Il prévoit également des interrogations régulières hors des échéances électorales, afin de comprendre ce que deviennent les électeurs entre les élections.

Le dispositif général repose ainsi sur le principe de l'alternance des temporalités, avec des vagues d'enquête spécifiques lors des élections (une vague pré-électorale et une vague post-électorale), et des réinterrogations régulières hors des échéances électorales. Enfin, DYNAMOB se veut comparatif et cumulatif par l'intégration des questions issues des principales enquêtes électorales comparatives.

Porteur du projet : Vincent Tiberj (Directeur de recherche FNSP - Sciences Po Bordeaux)

Partenaires : Florent Gougou (coordinateur opérationnel), Camille Bedock, Céline Braconnier, Sylvain Brouard, Bruno Cautrès, Flora Chanvril, Jean Chiche, Bernard Denni, Jean-Yves Dormagen, Martial Foucault, Emiliano Grossman, Isabelle Guinaudeau, Antoine Jardin, Simon Labouret, Viviane Le Hay, Raul Magni-Berton, Nonna Mayer

Périodes de réalisation : décembre 2016 - janvier 2017 (vague 13), mars - avril 2017 (vague 14), mai - juin 2017 (vague 15), juin - juillet 2017 (vague 16), novembre - décembre 2017 (vague 17)

1. Exposé de synthèse

Le programme de travail de la sous-direction du logement et de la construction neuve pour l'année 2017 vise d'une part à consolider la production des statistiques sur la construction neuve et plus généralement du suivi conjoncturel de l'immobilier et d'autre part à améliorer la diffusion des données issues de ses systèmes d'information (RPLS, ECLN, EPTB). Les études seront consacrées à l'étude des prix de l'immobilier selon diverses approches : macroéconomique, études des aménités sur des marchés locaux, coûts de la construction et comparaisons internationales (comparaisons des taux d'effort en logement entre la France et l'Allemagne). Par ailleurs, le SOeS participera activement à l'Insee-référence sur le logement à travers la rédaction de fiches et d'un dossier sur la mobilité résidentielle.

Enfin, le SOeS a repris son rôle de maîtrise d'ouvrage des enquêtes d'activité dans le BTP et de la partie sectorielle des ESA promotion immobilière et Construction. Au-delà de la participation aux travaux de conception, le SOeS diffusera les résultats et des études issues de ces enquêtes.

Améliorer le suivi conjoncturel de la construction neuve

Des indicateurs du nombre de logements achevés et d'activité (production de logements neufs) seront publiés pour la première fois début 2017. La méthodologie employée entre l'autorisation et la mise en chantier peut également être utilisée pour évaluer le délai entre le début et la fin du chantier lorsque la date d'ouverture du chantier n'est pas réceptionnée. Par ailleurs, la construction d'un tel indicateur permettra de construire une estimation de la production de logements neufs en intégrant pour chaque cohorte mensuelle de logements mis en chantier des hypothèses sur le déroulement des travaux (grilles délais).

Plus généralement améliorer le diagnostic conjoncturel de l'immobilier et développer l'analyse structurelle du secteur de la construction

Depuis 2014, le SOeS publie chaque trimestre une note de conjoncture sur l'immobilier. Le bilan conjoncturel profitera des travaux sur les indicateurs d'activité dans la construction neuve, élément essentiel de l'analyse de la conjoncture de l'immobilier. De façon complémentaire, l'analyse structurelle du secteur de la construction sera développée en exploitant la source Esane (Insee). L'objectif est de publier chaque année la situation des entreprises de la construction. Parallèlement des réflexions sont engagées avec l'Insee sur le contenu des questionnaires de l'ESA construction (promotion immobilière et BTP).

Travailler sur les déterminants des prix des logements

Le SOeS poursuivra ces travaux sur les prix de l'immobilier en étudiant notamment l'impact des aménités sur les prix de l'immobilier dans des marchés locaux ainsi qu'à travers une comparaison des taux d'effort en logement entre la France et l'Allemagne. Par ailleurs, la version définitive de l'ENL2013 disponible depuis juillet 2015 ouvre une séquence particulière d'études pour le SOeS une première valorisation portant sur la mobilité résidentielle dans un dossier de l'Insee référence sur le logement (parution fin 2016).

Améliorer les systèmes d'informations (RPLS, ECLN)

L'immatriculation en continu des logements du **répertoire du parc locatif social (RPLS)**, au moment de la mise location des logements au 1^{er} janvier 2016 permettra de suivre conjoncturellement les nouvelles mises en location des logements sociaux. Par ailleurs, le

SOeS et la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP) qui pilotent cet investissement, poursuivent leur collaboration pour améliorer l'interopérabilité de leurs systèmes d'information afin de suivre les différentes étapes du processus de créations des logements sociaux : financement, autorisation de construire, mise en chantier, achèvement et mise en service.

Au mode de collecte actuel de l'enquête **sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)** va se substituer au moins en partie une collecte dématérialisée directement auprès des promoteurs. Plus largement, la refonte de l'enquête intègre des évolutions du questionnaire et de l'application informatique, en prenant en compte des besoins liés à son utilisation dans le calcul de l'indice de prix des logements neufs publié par l'Insee.

Maîtrise d'ouvrage des enquêtes d'activité et de la partie sectorielle des ESA de la construction

Le SOeS a repris son rôle de maîtrise d'ouvrage des enquêtes d'activité dans le BTP et de la partie sectorielle des ESA promotion immobilière et Construction. Au-delà de la participation aux travaux de conception, le SOeS diffusera des données et des études issues de ces enquêtes, en particulier l'analyse financière des entreprises de la construction.

Substitution du Répertoire des statistiques du logement à Filocom

Le répertoire statistique des logements (RSL) développé par l'Insee se substituera à Filocom en 2017. Un fichier spécifique sera réalisé pour répondre aux besoins du SOeS. Bien que construit à partir des mêmes bases fiscales que Filocom, il sera plus riche : informations à la parcelle cadastrale au lieu de la section et intégration d'informations supplémentaires telles que les prestations logements, le revenu disponible, la commune de résidence l'année précédente, etc.

2. Travaux nouveaux pour 2017

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête Commercialisation des Logements neufs (ECLN)

Le SOeS procède actuellement à une refonte en profondeur du dispositif de cette enquête ; la finalité de l'enquête reste la même, mais le processus de collecte est revu. D'une part les prix seront collectés directement pour chaque logement au lieu d'une collecte de prix moyens par tranche de programme et d'autre part la collecte sera dématérialisée et centralisée pour les principaux promoteurs volontaires. Par ailleurs, les modalités de gestion de l'enquête seront largement modifiées : rôles respectifs des gestionnaires et des enquêteurs, nouvelle application de gestion de l'enquête.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2017

- Suivi de la construction neuve dans la base Sitadel

Des indicateurs du nombre de logements achevés et d'activité seront publiés pour la première fois début 2017. La méthodologie employée entre l'autorisation et la mise en chantier peut également être utilisée pour évaluer le délai entre le début et la fin du chantier lorsque la date d'ouverture du chantier n'est pas réceptionnée. Si des adaptations sont nécessaires, le cadre méthodologique développé pour les mises en chantier pourrait être repris dans ses grandes lignes. Par ailleurs, la construction d'un tel indicateur permettra de construire une estimation de la production de logements neufs en intégrant pour chaque cohorte mensuelle de logements mis en chantier des hypothèses sur le déroulement des travaux (grilles délais).

La méthode d'estimation des autorisations et des mises en chantier sera déclinée pour des zonages infra-départementaux. En effet, certaines agglomérations ont une activité de construction bien supérieure à celle d'un département rural et la production d'estimations en date réelle faciliterait le diagnostic sur ces territoires. La déclinaison est prévue en deux temps : à court terme, une méthode « fruste » sera élaborée et diffusée aux statisticiens régionaux en DREAL ; à plus long terme, il s'agira d'identifier et d'évaluer les critères permettant d'assurer une bonne précision de la méthode. Dès lors, des outils pourront être proposés d'une part pour juger les territoires éligibles et d'autre part pour mettre en œuvre la méthode au niveau local.

- Répertoire du parc locatif social.(RPLS)

L'immatriculation en continu des logements du RPLS, au moment de la mise location des logements au 1^{er} janvier 2016 permettra de suivre conjoncturellement les nouvelles mises en location des logements sociaux. Par ailleurs, le SOeS et la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP) qui pilotent cet investissement poursuivent leur collaboration pour améliorer l'interopérabilité de leurs systèmes d'information afin de suivre les différentes étapes du processus de créations des logements sociaux : financement, autorisation de construire, mise en chantier, achèvement et mise en service.

Substitution du Répertoire des statistiques du logement à Filocom

Le répertoire statistique des logements (RSL) développé par l'Insee se substituera à Filocom en 2017. Un fichier spécifique sera réalisé pour répondre aux besoins du SOeS. Il s'agira de suivre dans le temps les évolutions du parc de logement via un identifiant logement.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2017

En 2017, le SOeS poursuit ces travaux sur les prix de l'immobilier. Deux études sont prévues : déterminants de l'évolution des prix de l'immobilier (modèle macro-économique), impact des aménités (carte scolaire, criminalité, proximité aux emplois, etc.) sur les prix de l'immobilier parisien.

Par ailleurs, d'autres thématiques seront abordées. La mobilité résidentielle dans un dossier de l'Insee-référence sur le logement dont la publication est prévue fin 2016. Nous travaillerons sur les taux d'effort en logement des ménages à travers une comparaison entre la France et l'Allemagne.

Nous aborderons aussi la question de l'impact des politiques publiques sur la vacance : effets d'une part de la taxe sur les logements vacants et d'autre part des dispositifs d'aide à l'investissement locatif. Enfin, on étudiera le lien entre artificialisation et pression foncière à partir notamment des données de Corine land cover.

Enfin les travaux menés en collaboration avec la direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des paysages (DHUP) déboucheront sur un guide méthodologie de territorialisation des besoins en logement.

- **Liste des publications diffusées effectivement en 2015 et en 2016**

Titre(s) et lien(s)	Type de diffusion selon la codification*	Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
Chiffres et statistiques « La construction de logements »	3	Sit@del2	1 fois par mois	-
Chiffres et statistiques numéro spécial « De nouveaux indicateurs pour suivre la construction de logements »	4	Sit@del2	Février 2015	-
Données locales - statistiques « La construction de logements »	2	Sit@del2	1 fois par mois	-
Chiffres et statistiques « La construction de locaux non résidentiels »	3	Sit@del2	1 fois par mois	-
Données locales - statistiques « La construction de locaux non résidentiels »	2	Sit@del2	1 fois par mois	-
Chiffres et statistiques « Commercialisation des logements neufs »	3	ECLN	1 fois par trimestre	-
Données locales secrétisées - statistiques « Commercialisation des logements neufs »	2	ECLN	1 fois par trimestre	-
Chiffres et statistiques « Enquête sur le prix des terrains à bâtir »	3	EPTB	1 fois par an	-
Chiffres et statistiques « Le parc locatif social au 1 ^{er} janvier »	3	RPLS	1 fois par an	-
Chiffres et statistiques « Conjoncture de l'immobilier »	4	Synthèse	Trimestrielle	-
Bulletin trimestriel des statistiques du logement et de la construction	3	Multi-sources	Trimestrielle	-
L'état du logement- Site internet du SOeS –www. statistiques.developpement-durable.gouv.fr	5	Synthèse	Annuelle	-
« Immobilier ancien dans les années 2000 : les jeunes plus enclins à acheter pendant la période de hausse de prix », Le Point Sur n°208	4	Bases notariales	Août 2015	-
« Les marchés du logement dans l'ancien durant les années 2000 : des dynamiques locales fortement différenciées », Le Point Sur n°209	-	Bases notariales, Filocom	Août 2015	-
« Les mouvements des prix immobiliers dans l'ancien au cours des années 2000 : des marchés locaux différenciés », Document de travail n°24	4	Bases notariales, Filocom	Mai 2016	-
« Comptes du logement – édition 2015 (comptes 2014 et 2015) », les rapports du SOeS collection références, CGDD, février 2016	4	Comptes du logement	Annuelle	-
« Dépense de logement en 2014 » : ralentissement des dépenses courantes, léger recul de l'investissement et des aides », Le Point Sur n° 223, janvier 2016	4	Comptes du logement	Annuelle	-
« Comptes du logement – édition 2014 (comptes 2012 et 2014) », les rapports du SOeS collection références, CGDD, février 2015	4	Comptes du logement	Annuelle	-
« Dépense de logement en 2013 » : rebond des dépenses courantes restent à la hausse, l'investissement fléchit », Le Point Sur n° 198, février 2015	4	Comptes du logement	Annuelle	-

- * type de diffusion
- 1 - Alimentation de processus aval *comptes nationaux, Eurostat, bases multisources...*
- 2- Données détaillées, *bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)*
- 3 - Chiffres clés, principaux résultats "4 pages", *indicateurs, indices...*
- 4 - Synthèses, analyses publications de références, éventuellement multisources:::
- 5 - Valorisation, communication *site internet dédié, séminaire, conférence...*

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2015

Néant

3. Aspects particuliers du programme 2015

3.1. Aspects « régionaux et locaux »

La création par voie législative d'une mission de service public, à la charge de la profession notariale, de collecte, de centralisation et de diffusion de l'information relative aux mutations d'immeubles à titre onéreux a précisément pour objet de garantir l'exhaustivité des bases notariales de façon à permettre leur exploitation à l'échelon local.

Les sources Sitadel, ECLN, EPTB et Filocom, de par leur exhaustivité, se prêtent très bien à des exploitations au niveau régional ou local. L'assouplissement recherché des règles de secret pour l'enquête ECLN vise à pouvoir diffuser davantage d'informations qu'à présent à un niveau géographique fin. La réorganisation de la diffusion des statistiques issues de Filocom vise essentiellement à mieux satisfaire les besoins en information sur l'habitat au niveau local.

3.2. Aspects environnement

Le SOeS exploite le fichier des bénéficiaires de l'éco-PTZ, pour mieux connaître ceux-ci ainsi que les montants en jeu (cf. 3.2. supra). Les considérations relatives à la performance énergétique sont un aspect essentiel de l'enquête thématique sur la qualité dans la construction neuve (cf. 2.1 supra.). L'enquête EPTB inclut un questionnaire rénové en 2010 sur les modes de chauffage (énergies renouvelables). Enfin, la géo-localisation de Sitadel devrait contribuer à la connaissance et à la mesure de l'étalement urbain.

3.3. Aspects européens

Le système d'information Sitadel, l'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN), l'enquête sur le prix de revient du logement neuf (PRLN) permettent de répondre à plusieurs règlements européens portant sur les transmissions suivantes : autorisations de construire, indice de prix des logements neufs et indice de prix à la production de la branche construction.

4. Opérations répétitives

- Opérations répétitives	- Unité responsable	- Observations
- Enquêtes	-	-
- Prix des terrains et du bâti (EPTB)	- Bureau SLC1	- Cf. 4.1. infra.
- Commercialisation des logements neufs (ECLN)	- Bureau SLC1	- Cf. 4.1. infra.
- Prix de revient des logements neufs (PRLN)	- Bureau SLC2	- Cf. 4.1. infra.
- Maîtrise d'ouvrage des enquêtes mensuelles d'activité dans le Bâtiment et la construction	- Bureau SLC2	-
- Maîtrise d'ouvrage de la partie sectorielle des ESA promotion immobilière et BTP	- Bureaux SLC1 et SLC3	-
- Exploitation de fichiers administratifs	-	-
- Filocom	- Bureau SLC3	- Cf. 4.2. infra.
- Sitadel	- Bureau SLC1	- Cf. 4.2. infra.
- Fichiers du prêt à taux zéro	- Bureau SLC1	- Cf. 4.2. infra.

RPLS	- Bureau SLC1	-
Autres travaux répétitifs	-	-
- Compte satellite du logement	- Bureau SLC3	- Cf. 4.3. infra.
- Conjoncture de l'immobilier	- Bureau SLC3	-
- L'état du logement	- Bureau SLC3	-

4.1 Enquêtes

Enquête sur le prix des terrains à bâtir (EPTB)

L'enquête sur le prix des terrains à bâtir a été lancée en 2006. Cette enquête, réalisée chaque année, fournit des informations sur les ménages ayant obtenu un permis de construire pour l'édification d'une maison individuelle, sur la consistance de la maison et sur son mode de chauffage, sur son prix ainsi que sur le prix et les caractéristiques du terrain. L'enquête sera poursuivie en 2016.

Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)

ECLN est une enquête trimestrielle réalisée auprès des promoteurs immobiliers, pour connaître leurs mises en vente de logements, le nombre et le prix des logements vendus, ainsi que l'encours des logements proposés. Les résultats sont publiés par région et par nombre de pièces des logements, en distinguant l'habitat collectif et l'habitat individuel (groupé). L'enquête couvre la France métropolitaine et est exhaustive sur les programmes d'au moins cinq logements destinés à la vente auprès de particuliers.

L'indice du coût de la construction (ICC) et l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN)

L'indice du coût de la construction (ICC) est calculé et publié par l'Insee à partir des données de l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN) réalisée par le SOeS. Le passage à la méthode hédonique pour le calcul de l'indice est intervenu pour l'indice du 4e trimestre 2009, publié en avril 2010. Ce changement de méthode a permis un allègement substantiel du questionnaire et des documents collectés.

Les enquêtes mensuelles de branche dans le bâtiment (B) et les travaux publics (TP)

Les enquêtes mensuelles de branche sont réalisées par voie postale par les fédérations professionnelles (FFB et FNTP) auprès des entreprises ayant une activité de bâtiment ou de travaux publics à titre principal ou secondaire. L'enquête sur les travaux publics a pour objectif de fournir des indicateurs conjoncturels : travaux réalisés, salaires payés, marchés conclus, effectifs ouvriers permanents et heures travaillées sur les chantiers. L'enquête sur le bâtiment a pour objectif de contribuer au calcul de l'Indice de la Production dans la construction de l'Insee et des indices d'activité et d'emploi et de salaire de la profession.

4.2. Exploitation de fichiers administratifs

FILOCOM

Dans le cadre d'un protocole avec la Direction générale des finances publiques (DGFIP), le service de l'observation et des statistiques (SOeS) dispose tous les deux ans (années impaires) de données fiscales et foncières issues du mariage des fichiers de la taxe d'habitation, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des propriétaires et des propriétés bâties. En 2011, exceptionnellement, le SOES a disposé en outre des données

au 1/1/2010. Ce fichier fournit une information de première importance sur le couple logement-occupant. Son apport principal repose, outre son exhaustivité, sur une information à un niveau géographique très fin, la connaissance des revenus des occupants et la possibilité d'effectuer des études longitudinales.

Le fichier permet en outre de connaître l'âge du parc de logements et la durée d'occupation. Utilisées en liaison avec d'autres sources, les données contenues dans ce fichier enrichissent l'analyse des situations locales d'habitat.

Une nouvelle convention entre la DG FIP a permis d'élargir le champ de diffusion afin de mieux répondre aux besoins d'informations locales pour des publics variés. Par ailleurs la durée d'archivage est passée de 5 à 50 ans.

Suivi de la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels (Sitadel)

La nouvelle application d'architecture nationale (Sit@del2) a été mise en place début avril 2009. En 2010, l'application a été stabilisée et donne satisfaction. Des améliorations « outils » sont prévues en 2011, notamment un accès internet via monservicpublic.fr pour les pétitionnaires désireux de saisir en ligne leur Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) ou leur Déclaration attestant de l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT).

En 2015, le SoeS a publié des estimations en dates réelles et poursuit ses travaux de géolocalisation des données. Il s'agit de travaux s'inscrivant dans le cadre des orientations de moyen terme du service.

Fichiers des bénéficiaires du Prêt à taux zéro (PTZ)

Le SOeS exploite de longue date à des fins statistiques le fichier des bénéficiaires du PTZ confectionné par la Société de gestion du fonds de garantie de l'accession sociale (SGFGAS) pour le compte de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP). Ce fichier permet les chiffrages des aides publiques correspondantes dans le cadre du compte satellite du logement, et a fait l'objet de plusieurs publications autonomes visant à décrire le profil des bénéficiaires.

4.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Le compte satellite du logement

Les séries de comptes du logement couvrent les années 1984 à 2013 et 2014 pour la majeure partie des dépenses courantes. Les évolutions des loyers sont reprises dans le cadre central des comptes nationaux et sont transmises à Eurostat pour le calcul des parités de pouvoir d'achat.

Les méthodes de chiffrage de l'investissement, des locaux d'hébergement et des aides publiques au logement ont été expertisés et amendés. La cohérence du chiffrage du compte avec les évaluations de la comptabilité nationale a ainsi été confortée.

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'enquête ECLN, demande aux promoteurs de remplir chaque trimestre (avec l'aide d'un enquêteur) un questionnaire pour chacun de leurs programmes en cours de commercialisation. Même si ce questionnaire est simple, son remplissage peut s'avérer fastidieux pour un promoteur qui gère de nombreux programmes. Or pour certains promoteurs les données correspondantes figurent dans leur système d'information. A partir de 2017, ces données seront collectées par transmission de fichiers pour les promoteurs les plus importants.

**Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports -
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative -
Service à Compétence Nationale INJEP -
Mission des études, de l'observation et des statistiques**

1. Exposé de synthèse

La « mission des études, de l'observation et des statistiques » est rattachée depuis le 1^{er} janvier 2016 à l'INJEP, placé lui-même sous la tutelle de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA). Cette direction est sous l'autorité du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports depuis août 2015.

Les investissements de la MEOS seront impactés par cette nouvelle organisation, notamment par le contenu du projet de service que doit finaliser en fin d'année le responsable de l'INJEP.

Les travaux engagés sur les chantiers « jeunesse » seront poursuivis. En particulier, des améliorations seront apportées à la couverture des indicateurs relatifs à la mobilité internationale des jeunes, et à leur qualité.

Les travaux de production statistique sur les accueils collectifs avec et sans hébergement (accueils périscolaires) seront fiabilisés et complétés par une exploitation nouvelle qui concerne la base des diplômés de l'animation (BAFA et BAFD) qui encadrent les accueils collectifs de mineurs.

La MEOS participera au nouveau groupe de travail animé par Eurostat sur les « statistiques du sport ». De plus, des travaux de rebasage seront effectués sur les séries du compte du sport, notamment celles liées aux dépenses sportives des collectivités territoriales.

2. Travaux nouveaux pour 2017

2.1 Enquête CEREQ génération 2010

Cette enquête triennale permet d'étudier l'insertion professionnelle des personnes ayant obtenu un diplôme professionnel délivré par le ministère en charge des sports et de la jeunesse. Cette enquête s'appuie sur le dispositif de l'enquête génération du CEREQ, avec un volet spécifique sur les diplômés sport et animation et un sur-échantillonnage du champ « sport et animation ». Une première publication vient d'être réalisée (« le premier emploi des diplômés de la jeunesse et des sports ») et une seconde est prévue en 2017 : « la situation des diplômés jeunesse et sports 3 ans après l'obtention du diplôme ». La rédaction d'un ouvrage complet sera également amorcée.

2.2. Exploitation des bases réglementaires Accueil Collectifs de Mineurs (ACM)

La DJEPVA réglemente et contrôle les dispositifs qui encadrent l'accueil des mineurs dans les différentes structures organisant des séjours pour mineurs ou des accueils de loisir sans hébergement. La MEOS est chargée d'exploiter cette base réglementaire et produit des statistiques annuelles sur ces accueils. En 2017, ces travaux seront complétés par une nouvelle exploitation des données administratives, collectées par le ministère, sur les diplômés du BAFA et du BAFD. Ces diplômes permettent d'encadrer, dans les accueils

collectifs de mineurs, en tant qu'animateur (BAFA) ou directeur de centre ou adjoint au directeur (BAFD).

2.3 Travaux sur la mise en place d'indicateurs jeunesse

Dans le cadre de la mise en place du comité annuel interministériel jeunesse (CIJ), la MEOS a contribué à la construction d'indicateurs nouveaux sur l'état de la jeunesse en France. En 2017, les investissements sur les indicateurs relatifs à la mobilité internationale des jeunes seront poursuivis dans le cadre des préconisations du Comité permanent de la mobilité européenne et internationale des jeunes.

3. Aspects particuliers du programme 2016

3.1 Aspects « Territoires »

La MEOS contribue, en collaboration avec la DREES qui a pilote l'opération, à la production du panorama statistique annuel des Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS). A ce titre, la MEOS fournit un ensemble d'indicateurs nationaux relatifs au sport et à la jeunesse, déclinés par régions et départements. Cette publication nationale, en ligne sur le site de la DREES, s'accompagne également de publications régionales alimentées par les données livrées au niveau national et enrichies de statistiques spécifiques à chacune des régions dans le cadre des études qu'elles réalisent ponctuellement.

La mission poursuit sa collaboration avec l'INSEE sur la géolocalisation des licences sportives délivrées par les fédérations agréées par le ministère. Une nouvelle convention est cours de réécriture avec l'INSEE : elle devrait préciser le calendrier de traitement des données, les formats de fourniture des données et le périmètre des données à traiter. Ces travaux permettent de décliner de manière plus fiable des indicateurs sur la pratique licenciée, notamment dans le nouveau découpage en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

Néant

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

La MEOS est chargée de calculer plusieurs indicateurs LOLF liés aux domaines « sports » et « jeunesse ». Elle est responsable de l'amélioration de la qualité de ces indicateurs, tant en termes de définition que de collecte des informations. Ces indicateurs tendent à mesurer l'impact des politiques publiques en faveur de la pratique sportive de certaines catégories de la population comme les jeunes et les femmes, ou au sein de certains territoires. A cet égard, l'indicateur sur la pratique licenciée en Zones Urbaines Sensibles a été fiabilisé suite à la rénovation du recensement des licences sportives et sera désormais mesuré sur le périmètre des QPV.

3.4 Aspects « européens »

La MEOS participe à un groupe de travail de la Commission européenne. Ce groupe, réunissant une quinzaine d'États membres volontaires, s'attache à définir le cadre méthodologique d'un compte satellite du sport, le périmètre du secteur « sport » (définition statistique, activités liées directement ou indirectement au sport) et des méthodes de chiffrage du poids économique du sport.

Par ailleurs, un nouveau groupe animé par Eurostat a été mis en place début juillet 2015 et la MEOS y représente le ministère en charge des sports. Il s'agit, dans un premier temps, de faire un état des lieux des données disponibles sur le secteur sport dans chaque État et de spécifier le périmètre du secteur sport.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
Recensement annuel des licences sportives	MEOS		Collecte exhaustive auprès des fédérations
Enquête triennale sur l'insertion professionnelle des diplômés du ministère	MEOS		Collectée effectuée dans le cadre d'une extension spécifique de l'enquête génération CEREQ
Exploitation de fichiers administratifs			
Production de statistiques annuelles sur les accueils de mineurs	MEOS		Base règlementaire de suivi et de contrôle des ACM par la DJEPVA.
Autres travaux répétitifs			
Statistiques sur les diplômes professionnels ou non délivrés par le ministère	MEOS		Exploitation d'une base de données du ministère.
Statistiques sur les contrats aidés du champ « jeunesse et sports »	MEOS		Données transmises par la DARES
Estimation annuelle du poids économique du sport (dépense sportive des acteurs économiques)	MEOS		Source : comptes annuels nationaux, DGCL, Enquêtes annuelles d'entreprises.

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

Insee (DSDS) - Unité des prix à la consommation et des enquêtes ménages

1. Exposé de synthèse

L'Unité des prix à la consommation et des enquêtes ménages assurera en 2017 la production mensuelle de l'indice des prix à la consommation. Elle poursuivra par ailleurs les travaux autour du projet Données de caisse dans le cadre de sa phase expérimentale. Le calcul d'indice à partir des données de caisse est prévu pour 2019.

L'unité participe à la valorisation de l'opération de l'indice des prix au travers de publications mensuelles, les informations rapides. Trois indices sont publiés sous forme définitive tous les mois, l'indice des prix à la consommation, l'indice des prix harmonisé pour le compte d'Eurostat, et l'indice des prix des produits de grande consommation dans la grande distribution. Ces indices sont publiés en général entre le 10 et le 15 du mois suivant.

Depuis janvier 2016, de manière à assurer une mise à disposition plus rapide d'une estimation de l'indice, l'unité publie au plus tard le dernier jour du mois une estimation précoce de l'indice des prix à la consommation.

2. Travaux nouveaux pour 2017

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Néant

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2017

Néant

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2017

Néant

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2017

L'unité poursuit ses travaux méthodologiques visant à améliorer la qualité de l'indice des prix, et à mieux utiliser les sources existantes. En 2017, l'unité visera à mieux s'appuyer sur des sources de données existantes, en particulier les bases de données des prix de l'essence à la pompe. Elle poursuivra par ailleurs ses travaux visant à développer la collecte de prix par internet en s'appuyant sur des robots automatisés.

Par ailleurs, l'unité poursuivra en 2017 les travaux en lien avec l'utilisation des données de caisse. La loi pour une république numérique a été votée et devrait être promulguée à l'automne. Sur cette base, une étude de faisabilité et d'opportunité sera remise au Cnis d'ici l'automne. La récupération des données de caisse par l'Insee auprès des enseignes devrait pouvoir être opérationnelle début 2017. En parallèle, l'Insee poursuivra un certain nombre de travaux méthodologiques dans le cadre de l'opération expérimentale du projet.

3. Aspects particuliers du programme 2017

3.1 Aspects « Territoires »

Néant

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

Néant

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Néant

3.4 Aspects « européens »

La production de l'IPCH, et par voie de conséquence celle de l'IPC, est régie par un ensemble de règlements européens. L'unité participe activement aux travaux menés au niveau d'Eurostat visant à faire évoluer ces règlements européens. Le règlement européen sur l'IPCH vient en particulier d'être revu. L'unité participe ainsi à un working group sur les statistiques de prix, une task force sur le manuel IPCH, une task force sur la qualité de l'indice, ainsi que des workshops régulièrement organisés sur les données de caisse.

Concernant l'utilisation des données de caisse dans l'IPCH, Eurostat prépare actuellement une série de recommandations sur le sujet.

4. Opérations répétitives

Enquêtes répétitives	Unité responsable	Observations
Enquête Indice des prix à la consommation (IPC)	Division des prix	Fréquence mensuelle
Enquête expérimentale « Données de caisse »	Division des prix	Fréquence mensuelle